



Quelques réflexions sur l'euro et son avenir

Gilles Grin*

Les développements de l'été 2015 ont replacé la zone euro sous le feu des projecteurs. Le présent article revient sur quelques enjeux fondamentaux et met en avant l'importance de la solidarité et de l'irréversibilité pour l'avenir.

Rôle de La monnaie

La monnaie possède quatre fonctions importantes : unité de compte, intermédiaire dans les échanges, instrument permettant le déplacement géographique de valeur, réserve de valeur dans le temps. Elle se trouve au cœur des sociétés humaines, au moins comme lubrifiant de l'activité économique, si ce n'est comme carburant de celle-ci.

Naissance de L'euro

La naissance de la monnaie unique européenne, l'euro, remonte à 1999. Ainsi se trouve mise en œuvre l'innovation phare du traité de Maastricht signé en 1992. L'accès au club monétaire est toutefois subordonné au respect de critères de convergence. Dès 2001 débutent les élargissements géographiques de la zone euro, portant le nombre d'Etats membres de 11 initialement à 19 actuellement.

Importance de L'intégration monétaire européenne

L'intégration monétaire se situe au cœur du projet européen. Elle représente une forme de parachèvement de l'intégration économique car il ne saurait y avoir de véritable marché intérieur sans monnaie unique. La monnaie unique elle-même approfondit en effet le marché intérieur. Elle représente aussi le chaînon crucial entre l'économie et le politique. Dès 1952, Jean Monnet avait en effet esquissé une typologie de l'intégration européenne passant successivement par trois phases : marché unique, monnaie unique, fédération. Du fait de l'impossibilité d'établir une construction politique d'ensemble dès le début du processus, c'est une forme de fédéralisme à l'envers qui allait être suivi, mais en l'absence de consensus sur la forme finale à rechercher et avec un grand flou linguistique.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°7 | September 2015

Réflexions économiques

Pour des économies nationales ouvertes participant à la constitution d'une grande entité économique européenne, il est normal que les réflexions économiques soient prises en compte. La question cruciale est de savoir si l'unification monétaire a lieu dans une zone géographique optimale et s'il existe une dynamique centripète ou centrifuge. C'est à l'économiste Robert Mundell, couronné du prix Nobel en 1999, que l'on doit la théorie des zones monétaires optimales. Tenant compte de la disparition de l'outil de l'ajustement monétaire au sein de la zone euro, les économistes discutent notamment du degré de libre circulation des facteurs de production, de la flexibilité des marchés et, pour reprendre un terme suisse, du système de péréquation nécessaire entre les pays.

Dimension politique

Il serait toutefois insuffisant de se cantonner à des réflexions purement économiques. En effet, la construction européenne a aussi la dimension d'un projet politique. Ce projet était fondamental pour les pères fondateurs. Puis est venu le grand choc entre la vision communautaire et la vision nationale (Jean Monnet contre Charles de Gaulle pour faire bref). Au-delà de leurs mérites propres, les élargissements géographiques de la Communauté devenue Union européenne ont contribué à brouiller la vision de l'objectif final. C'est encore la situation actuelle.

Le cas de La Grèce

La Grèce a rejoint la Communauté européenne en 1981 et l'union économique et monétaire (UEM) vingt ans plus tard. On ne voit maintenant que trop bien combien le pays n'était pas préparé. Les conséquences immédiates de l'arrivée de l'euro devaient être positives grâce à la baisse des taux d'intérêt. La perte de la possibilité de recourir à l'ajustement monétaire aurait dû être compensée par une politique de compétitivité. Or le pays n'a pas fait les réformes structurelles nécessaires dans les années 2000. Il aurait fallu revoir le système fiscal et les conditions de la fourniture des biens publics. Trop d'argent a été emprunté, dilapidant ainsi la manne des taux d'intérêts plus bas. Dans ce genre de situation, il faut être deux et les créanciers de la Grèce portent assurément une lourde part de responsabilité. Les conséquences de la grande crise débutée en 2008 ont été effarantes, se traduisant par moins 25% de production de richesse nationale et par un chômage à 25%. L'économie du pays se trouve piégée dans une trappe à cause de la grave récession et de la grande austérité. L'idée que la Grèce devrait sortir du carcan européen afin de regagner le pouvoir de dévaluer sa monnaie nationale est une utopie pleine de menaces. La dévaluation créerait un appauvrissement général de nature à déchirer le tissu social et politique du pays. A côté des plans d'aide et des indispensables réformes de structure, une restructuration de la dette nationale ne devrait pas être un tabou.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°7 | September 2015

Risque de scission

Le projet européen est un projet volontariste, partagé actuellement par 28 démocraties nationales, et naturellement perfectible. La sortie d'un pays de la zone euro (ou de l'Union européenne si l'on songe au cas britannique) créerait un précédent. Jusqu'à maintenant, il n'y a eu que des élargissements géographiques. Le signal politique d'un retour en arrière serait considérable. Les pays de la zone euro sont liés par une grande solidarité de fait. Et les marchés sont à l'affût. Si le maillon faible sautait, il y aurait des risques d'attaques des marchés pour faire sauter le maillon suivant, avec à la clé de gros bénéficiaires. Pour prendre une analogie avec la physique, la scission de la zone euro libérerait des forces dont on ne sait pas où elles s'arrêteraient. Le risque ne devrait jamais être couru. Il est important de se rappeler les fondements du projet européen, qui lui donnent son sens : paix, démocratie, droits fondamentaux, prospérité, défense des valeurs et des intérêts de l'Europe dans le monde.

Développement des solidarités

Dans un premier temps, le projet européen, centré sur l'intégration économique, a développé les solidarités de fait comme la déclaration Monnet-Schuman l'avait postulé en 1950. Des politiques publiques développées au cours des décennies sont venues en renfort, que l'on songe par exemple à la politique de cohésion et au développement de grandes infrastructures.

L'union économique et monétaire incomplète

On sait que l'union monétaire n'a pas été flanquée initialement d'une seconde jambe, à savoir l'union économique, contrairement aux prescriptions faites depuis les années 1960. Certains ont parlé d'un vice de conception. La grande crise de 2008 a montré que cela était vrai dans l'absolu. Mais, en réalité, c'était une volonté politique convergente qui avait manqué aux dirigeants nationaux au moment de Maastricht, au début des années 1990. Il n'était pas possible d'aller plus loin.

L'impossible statu quo d'avant l'euro

Aurait-il fallu en rester aux monnaies nationales ? Voilà qui aurait pu condamner l'intégration économique et, de ce fait, tout le projet européen. Cela aurait anéanti les potentialités d'évolution vers une véritable union politique (toujours très incomplète de nos jours). De toute façon, des économies nationales européennes avec leur propre monnaie auraient sans doute traversé beaucoup plus difficilement encore la grande crise commencée en 2008.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°7 | September 2015

Développement de L'union économique et renforcement des solidarités

C'est dans l'urgence que l'union économique, seconde jambe de l'UEM, a été développée depuis 2010. Cela signifie : 1) le renforcement de la volonté de réaliser la discipline budgétaire à travers des mécanismes plus contraignants ; 2) la recherche de politiques économiques nationales mieux coordonnées et le lancement d'une procédure de surveillance des déséquilibres macroéconomiques ; 3) la mise en place d'une union bancaire et d'une union des marchés de capitaux ; 4) la création du Mécanisme européen de stabilité (MES), doté d'une force de frappe de 500 milliards d'euros pour venir à l'aide des pays en difficulté qui respectent certaines conditions. L'établissement du MES représente une nouvelle forme de solidarité au niveau des politiques publiques européennes. La crise a rendu encore plus visibles les solidarités de fait existant entre les Etats membres de la zone euro. Cela a influencé les décideurs qui ont voulu préserver la zone pour des raisons à la fois économiques et politiques ; ces dirigeants ont en conséquence développé un nouvel instrument de solidarité entre les Etats membres.

Faiblesses actuelles

La zone euro est maintenant mieux protégée. Mais deux faiblesses sérieuses subsistent : 1) les mécanismes de solidarité demeurent sans doute encore insuffisants en l'absence d'un budget commun significatif et d'un système de péréquation ; 2) un nouvel incendie pourrait toujours démarrer en cas de volonté politique révisionniste, c'est-à-dire si un ou des Etats membres clés de la zone euro soutenaient la sortie de l'un d'eux. Dans les débats politiques récents, il semble que la Grèce et l'Allemagne ont toutes les deux flirté avec ce scénario.

La question de L'irréversibilité

Cela nous amène à la question de l'irréversibilité. Il suffirait que l'un des Etats membres de la zone euro soit amené à la quitter pour que le tabou de son irréversibilité soit détruit. On pourrait dire dans ce cas, sans même prendre en compte les risques d'effets en cascade, que ce serait une première dans l'histoire de la construction européenne. Finalement, la zone euro pourrait alors être assimilée à une sorte de super-mécanisme de taux de change fixes (à une sorte de super-système monétaire européen), mais la réversibilité serait dorénavant inscrite dans les gènes du projet. Outre les conséquences économiques, cela risquerait de briser sa potentialité politique et d'empêcher les Européens de devenir un acteur uni sur la scène internationale. Pour établir une comparaison, qui aurait songé à ce que la Californie quitte les Etats-Unis après avoir connu une faillite ? Cela serait pareil avec un canton suisse qui connaîtrait de graves difficultés financières.

Le projet européen a apporté à l'Allemagne, pays le plus influent au sein de la zone euro et de l'Union, prospérité et respectabilité. Le pays, qui tire d'énormes bénéfices économiques de l'existence d'un grand espace économique et monétaire



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°7 | September 2015

intégré, devrait tout faire pour préserver l'intégrité de la zone euro, réalisation humaine fragile par la force des choses. Il faut aller plus loin dans le développement de mécanismes de solidarité pour ancrer le plus solidement possible l'irréversibilité du projet. L'obstacle se trouve assurément dans le fonctionnement partiellement cloisonné des démocraties nationales européennes. Il faut donc développer une démocratie européenne exemplaire et mieux mettre en lien les démocraties nationales. Ceux qui contribuent à la solidarité commune doivent être assurés qu'un jour, même lointain, ils pourraient à leur tour devoir en profiter.

La Suisse et l'euro

La Suisse se trouve au cœur de l'Europe. Elle a d'étroites relations économiques, financières, humaines, culturelles et politiques avec ses voisins. Quels que soient ses choix futurs, respectables car démocratiques, elle devrait être convaincue que des bonnes nouvelles concernant le projet de ses voisins seraient aussi des bonnes nouvelles pour elle, et inversement.

* Gilles Grin est directeur de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe à Lausanne ainsi que chargé de cours à l'Université de Lausanne.

Il s'exprime ici en son nom personnel et ses propos n'engagent pas ses institutions d'affiliation.

Une version abrégée de ce texte est parue dans le quotidien *Le Temps* le 20 août 2015.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°7 | September 2015